

Municipales cruciales en Turquie

TURQUIE

Malgré les turbulences, l'AKP au pouvoir pourrait rester premier parti du pays.

Une dérive autoritaire du gouvernement.

Yves Bourdillon
ybourdillon@lesechos.fr

Les municipales de dimanche en Turquie sont capitales pour l'avenir du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan. Les commentateurs et même des ministres issus du parti islamo-conservateur AKP au pouvoir estiment que ces élections, notamment les résultats à Ankara et Istanbul, donneront de sérieuses indications sur l'avenir du gouvernement. Sans précipiter forcément

sa chute pour autant. Recep Erdoğan a, certes, dit qu'il tirerait les conséquences d'une défaite de l'AKP, c'est-à-dire si le parti laïc CHP passait en tête au niveau national. Mais cela semble peu probable au vu des sondages actuels, qui créditent l'AKP de 40 % des voix.

Le gouvernement est très chahuté depuis décembre, en raison d'un scandale de corruption aggravé notamment par des fuites sur YouTube d'enregistrements où on entend Recep Erdogan donner des instructions à son fils pour cacher de l'argent. Comme pour donner raison à ceux qui l'accusent de dérive autoritaire, Recep Erdogan a fait bloquer Twitter, vecteur de diffamation selon lui, jeudi dernier. Une décision qui a mis la Turquie au niveau de la seule Corée du Nord, avant qu'elle ne soit annulée par la justice, lancée par ailleurs dans un bras de fer avec le Premier ministre. Ce dernier, nullement découragé, a fait bloquer You-

Tube hier, suite à la diffusion d'une vidéo qui, il est vrai, portait atteinte à la sécurité nationale ; on y entendait les plus hauts responsables sécuritaires du pays discuter des prétextes pour envahir la Syrie...

Un pays fragilisé

Ces accusations sur la corruption et l'autoritarisme du gouvernement tombent d'autant plus mal que l'économie traverse un véritable trou d'air. La Turquie, qui enregistrait la deuxième plus forte croissance mondiale il y a peu parmi les grands pays, ne devrait afficher « que » 4 % en 2013 et sera heureuse de réaliser 3 % cette année. La hausse des taux d'intérêt et la chute de la livre turque, de 20 % en un trimestre, « fragilisent les PME turques, les fameux tigres anatoliens, endettées en devises étrangères », estime Thierry Apoteker, PDG du cabinet TAC d'analyse des risques. En outre, même si le ratio turc de dette publi-



Recep Tayyip Erdoğan.

Photo Emrah Gurel/AP/Sipa

que sur PIB est rassurant, le pays a un talon d'Achille important ; son déficit des paiements courants, qui pourrait atteindre 40 milliards de dollars cette année. Pour autant, l'économie turque a « remarquablement bien résisté, estime un économiste, au vu de la gravité des tensions politiques, notamment au sein même du gouvernement ». On n'enregistre en effet aucune fuite des capitaux ni flambée de la prime de risque sur les placements en Turquie. ■